

contre la loi «travail» tout passe par la lutte

Valls, Macron et El Khomri se rendent bien compte que le projet de loi attaquant le code du travail passe très mal auprès de la jeunesse et des salarié-es. Mais même si le gouvernement commence à montrer des signes de faiblesse, il va falloir un gros mouvement pour le faire plier et obtenir le retrait de ce projet de loi. Après le temps de la pétition, voici venu le temps de la mobilisation et de la grève.

Le 9 mars, la Ministre du Travail, Myriam El Khomri, devait présenter un projet de loi écrit pour donner plus de libertés aux patrons et moins de sécurité aux salarié-es : grâce à cette loi taillée sur mesure, les indemnités perçues par les salarié-es abusivement licencié-es seront plafonnées, **les entreprises pourront licencier même si elles font des bénéfices** (elles devront juste prouver que leurs résultats sont en baisse) et, cerise sur le gâteau, **le travail du dimanche pourra être imposé par référendum quand les syndicats l'auront refusé.**

Par ailleurs, **les patrons auront la possibilité d'allonger la durée maximale du travail par jour et par semaine et de proposer des accords qui leur permettront de diminuer les salaires ou d'augmenter le temps de travail.**

★ La mobilisation grandit

Face à la mobilisation soulevée par ce texte antisocial, le gouvernement a décalé la présentation du projet de loi au 24 mars. Cette petite manoeuvre politicienne avait trois buts :

- endormir la colère des salarié-es,

des lycéen-nes et des étudiant-es ;

- faire croire qu'il était prêt à écouter et à modifier son projet ;
- négocier avec les syndicats les plus dociles (il faut dire "responsables") pour essayer de diviser.

Mais même si le gouvernement accepte de jeter quelques miettes à la CFDT, on ne se fait aucune illusion sur le résultat de ces négociations. Vu les déclarations de Valls, Macron ou El Khomri, le projet de loi qui sera présenté le 24 sera grosso modo le même, avec les mêmes cadeaux aux patrons et les mêmes saloperies pour les salarié-es. La preuve c'est que le Medef, le club des patrons, défend activement le projet de loi.

C'est pour ça que nous étions 500 000 à descendre dans la rue le 9 mars et c'est pour ça que nous continuerons à nous bouger.

★ La peur a changé de camp

Le 17 mars, ce sont les facs et les lycées qui appellent à se mobiliser. Et, du 17 au 31, il y aura différentes dates de mobilisation en fonction des secteurs professionnels. Mais la

prochaine date sur laquelle il faut mettre le paquet, c'est le 31 mars, journée de grève interprofessionnelle.

Ce qui fait peur au gouvernement, c'est un gros mouvement comme en 2006 contre le CPE, avec la jeunesse (lycées et facs) et les salarié-es dans la rue. C'est pour ça qu'il essaie d'éteindre les braises et c'est pour ça qu'il compte sur l'état d'urgence pour nous empêcher de nous exprimer. La condamnation des syndicalistes de Goodyear à neuf mois de prison ferme montre bien que le gouvernement espère faire taire la contestation.

★ Faire grève pour gagner

Pour réussir à obtenir le retrait du projet de loi El Khomri, il faut parler le seul langage que le gouvernement comprend : celui du rapport de force. La seule solution c'est de montrer que nous sommes capables de bloquer l'économie par la grève. **Nous devons nous battre contre cette politique au service des patrons. Pour le partage des richesses et pour la baisse du temps de travail, tout passe par la lutte !**



Alternative libertaire, c'est aussi un journal mensuel en kiosque !

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.
- Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*
- Je m'abonne à *Alternative libertaire*
(20 euros pour un an, 15 euros pour les précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....

abonnez-vous en ligne ou renvoyez ce coupon à Alternative libertaire, BP 295, 75921 Paris Cedex 19

